

Comment les anti-ours veulent faire échouer le plan Hulot

Par Sébastien Lamarque, publié le , modifié .

Les anti-ours sont déterminés et annoncent une manifestation à Pau ce lundi 30 avril. Pro et anti-ours opposent leurs arguments sur le projet de réintroduction.

Le collectif d'éleveurs et de syndicats agricoles qui organise la manifestation du lundi 30 avril à Pau contre les réintroductions d'ours a dévoilé sa stratégie ce jeudi à la chambre d'agriculture des Pyrénées-Atlantiques. « On vous garantit qu'il n'y aura pas de réintroduction d'ours à l'automne », assène l'éleveur d'Asasp-Arros, Olivier Maurin, président de l'Association de défense de l'identité pyrénéenne.

L'éleveur oppose au projet de réintroduction une activité pastorale « qui se porte bien » avec 2 200 exploitations et plus de 500 bergers en estive. « La manifestation à Pau sera le rassemblement des Pyrénéens, avec les hommes et les femmes qui vivent sur et avec les montagnes, affirme-t-il. On luttera jusqu'au bout pour qu'il n'y ait pas d'ours en Béarn. »

Les Jeunes agriculteurs, la Fédération départementale des sociétés d'exploitation agricole (FDSEA) des Pyrénées-Atlantiques et le syndicat agricole basque ELB affichent une unité inédite (sans la Confédération paysanne) face à ce projet de réintroduction.

La rédaction vous conseille

- [Panneaux de l'ours troués par des balles : les tirs dateraient d'il y a deux ans](#)
- [Oloron : la permanence des élus de gauche vandalisée par les anti-ours](#)
- [Entre l'ours et l'humain, la guerre a duré des siècles](#)

« Prêts à aller jusqu'au bout »

Les opposants aux réintroductions d'ours en Béarn donnent rendez-vous le lundi 30 avril à 10h30 devant la gare de Pau, avant un défilé jusqu'à la préfecture qui passera par le Palais Beaumont, la mairie de Pau et la place Clemenceau. « On vous garantit qu'il n'y aura pas de réintroduction d'ours à l'automne, avertit l'éleveur de Coarraz et Bielle Jean-Pierre Pommiès (porte-parole de la Fédération transpyrénéenne des éleveurs de montagne). Dans nos têtes, on est prêts à aller jusqu'au bout. On y laissera la couenne s'il le faut. »

En attendant, les « anti-ours » fourbissent leurs arguments. Les mesures de protection sont jugées inefficaces. « Au nom de quoi on va imposer à des hommes et des femmes de rester 24 heures sur 24 avec leurs troupeaux ? » interroge Olivier Maurin.

Les anti-ours rejettent également les arguments de défense de la biodiversité. « S'il n'y a pas de brebis et de bergers, les paysages, ce seront des forêts et des ronces », tranche Laurent Irigaray, du syndicat ELB. « Ces ours ne sont plus en Béarn depuis longtemps, pointe Jean-Pierre Pomiès. Depuis, trois ans, zéro dégât de l'ours dans notre département. Soit les bergers des Pyrénées-Atlantiques sont les meilleurs du monde, soit il n'y a plus d'ours en Béarn. »

Saisir la justice « s'il le faut »

Pour Bernard Layre, président de la FDSEA 64, « il y a une déconnexion totale entre les désirs urbains et les réalités rurales et pastorales ». Il fustige la concertation « toujours pas officiellement lancée » et qui se résumerait à « une réunion d'obligation ». Quand Iban Pébet, président des JA 64, estime que ces réintroductions vont « éloigner nos futurs bergers des montagnes ».

D'autres actions sont envisagées, dont cinq rencontres débats à l'initiative des jeunes agriculteurs. « Vous ne serez pas le ministre qui aura la peau des bergers, avertit Olivier Maurin à l'adresse de Nicolas Hulot. Nous saisisons la justice s'il le faut. L'Etat devra assumer un climat de conflit que lui seul a généré. »



Le soutien des éleveurs ariégeois, déjà confrontés aux ours

Le porte-parole des éleveurs de l'Ariège, Rémi Denjean, est venu apporter le soutien des Ariégeois, partageant leur expérience avec « 90 % de la population des ours des Pyrénées ».

Les attaques de troupeaux auraient quadruplé et les mesures de protection ont montré leur inefficacité. « L'été dernier, un troupeau de 230 brebis a déroché pour échapper à l'ours. Pour une brebis indemnisée, on en a une et demie qui n'a pu être retrouvée. Ces réintroductions ont été une catastrophe chez nous. Ce sera une catastrophe ici. » L'éleveur ariégeois voit ce projet de réintroduction en Béarn comme « une provocation alors que l'État est resté autiste face à nos demandes. »

Elles sont bergères et pro-ours

Bergères en vallée d'Aspe, elles sont favorables à la réintroduction des ours et plaident pour le gardiennage des troupeaux.

Des bergers qui affirment publiquement être favorables à la réintroduction des ours en Béarn, c'est presque aussi difficile à trouver que les dernières traces de Cannellito dans les montagnes béarnaises. Il faut des femmes, au tempérament bien trempé, pour avoir le courage

d'afficher une telle position. Mireille Bonhomme, éleveuse à Arbus qui transhume à Etsaut, et Élise Thébaut, bergère sans terre qui accompagne également les troupeaux en estive à Etsaut, ont accepté de s'exprimer. Un peu encouragées par **le président du FIEP, Gérard Caussimont**.

« La cohabitation avec l'ours est possible dans la mesure où il y a des bergers qui restent en montagne, assène Mireille Bonhomme. On a en Béarn une tradition de bergers qui restent à l'estive ou de bergers qui gardent leurs troupeaux et ceux des autres. Tout le monde rentre à la cabane tous les soirs. Cela évite les problèmes et ça permet un meilleur suivi sanitaire. » **Avec 260 brebis et chèvres et deux autres troupeaux en gardiennage, « on va garder 500 à 1000 bêtes cet été ».** **Élise Thébaut confirme : « Laisser des brebis seules en estive, ça n'amène pas un entretien du territoire ni un suivi sanitaire satisfaisant. »**

« Faire monter la peur »

Elles plaident toutes deux pour les avantages que la zone à ours a apportés aux bergers. « Avoir des bergers salariés, ce n'est pas anodin et ce sont des aides qui viennent de l'ours », rappelle l'éleveuse d'Arbus. « C'est grâce à ces aides au gardiennage que le métier de berger a pu être revalorisé. »

Les deux bergères pro-ours déplorent « la démonstration de force » des anti-ours : « Je n'aime pas cette façon de faire monter la peur et cet étalage de force qu'ils veulent montrer », attaque Mireille Bonhomme. « Il y a beaucoup de gens qui sont pour et qui n'osent pas le dire. Surtout pour les éleveurs », estime Élise.